



Déclaration liminaire CST du 10/03/2026

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les membres du CST,

Nous tenons tout d'abord apporter tout notre soutien aux populations qui subissent actuellement le fanatisme, et la soif de pouvoir de certains dirigeants politiques. Ce sont des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui meurent chaque jour sous les missiles, sans vraiment en comprendre la raison. Si ce n'est, les ressources pétrolières et/ou minières.

Bien loin de ce que voudrait nous faire croire Trump avec son désir de paix mondiale...

Avec les agissements de certains de ces détraqués, il y a de quoi craindre le résultat des prochaines élections municipales, et une montée plus qu'inquiétante du fascisme dans notre pays, et dans notre département.

Nous tenons également, à l'entame de ce CST, vous faire part de notre sidération au regard du positionnement du gouvernement Macron/Lecornu.

En effet, le pseudo réajustement ministériel, qui a vu David Amiel, éphémère ministre de la Fonction Publique partir pour le ministère des comptes publics, nous laisse sans ministre... Celui-ci ne sera remplacé qu'après les élections municipales...

Nous voyons bien, par ces agissements, l'estime, la reconnaissance et le regard que porte ce gouvernement sur la Fonction Publique, et plus particulièrement la Fonction Publique Territoriale.

Car, nous vous le rappelons, le gouvernement n'a pas hésité à opérer le hold-up du siècle en ponctionnant 45 millions d'euros sur les recettes du CNFPT...

D'ailleurs, sur ce sujet, les représentants des employeurs territoriaux et les représentants des organisations syndicales représentés au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale, ont rédigé un vœu commun à l'attention du gouvernement, afin de dénoncer ce racket...

Après la CNRACL, le CNFPT, et ensuite, à qui le tour ???

Bien évidemment, la CGT est vent debout contre ces décisions, qui détruisent encore plus le service rendu au public, et ne font qu'augmenter la dégradation des conditions de travail des agents.

Vous comprendrez bien que ce climat général ne favorise pas l'optimisme chez les agents de la Fonction Publique. Et encore moins chez les agents de notre collectivité.

Nos collègues sont, pour la plupart à bout. Entre réorganisation non concertée, baisse du pouvoir d'achat dû à certaines décisions politiques, consignes et décisions arbitraires de certains encadrants, pression sur nos collègues mis à disposition du SDIS, etc, la perte de repère est belle et bien présente.

Nous sommes d'ailleurs impatients de prendre connaissance du résultat du baromètre social, qui devrait très certainement confirmer ce que nous dénonçons et alertons depuis de nombreuses années.

Outre les points pour avis du CST d'aujourd'hui, auxquels nous ne manquerons pas d'intervenir, le point pour information sur les orientations budgétaires de la collectivité pour 2026, attirera toute notre attention.

En effet, nous avons pu voir il y a quelques jours dans la presse que les finances du département n'étaient pas si dramatiques que ça...

Espérons que dans ces orientations budgétaires, la collectivité ait fait le choix de récompenser ses agents, fers de lance des missions de service public auprès des Samariens, et de revenir sur les ajustements d'effectifs qui se traduisent souvent par des suppressions ou gel de poste.